



FIERS DE NOS MISSIONS, EXIGEANTS SUR NOS DROITS **STOP AUX REFORMES!**



Pour **FO Finances**, le service public fiscal et financier est un pilier de la République. Les directions de notre ministère exercent des missions régaliennes pour préparer et mettre en œuvre la politique du Gouvernement en matière économique, financière, budgétaire et fiscale.

Nous garantissons l'égalité devant l'impôt, luttons contre la fraude et assurons les ressources nécessaires aux politiques publiques et aux collectivités locales. Nous affaiblir, c'est porter atteinte à la justice sociale et à la cohésion nationale.

FO Finances exige :

L'arrêt immédiat des réformes pour des missions préservées et stabilisées

Depuis des années, les directions des ministères économiques et financiers subissent des restructurations permanentes : fermetures de structures, concentration des services, éloignement des usagers. Chaque gouvernement y va de sa réforme sans dresser le bilan des précédentes et sans réflexion autre que les économies immédiates.

Cette vision court termiste ne peut se poursuivre, les agents de Bercy exigent de pouvoir exercer l'ensemble de leurs missions régaliennes en matière économique, financière, budgétaire et fiscale.

L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois

Les suppressions d'emplois se poursuivent à un rythme soutenu, alors même que les missions, elles, ne diminuent pas, bien au contraire. Les MEF ont perdu 50 000 emplois (-35% des effectifs) depuis 2005 et la moitié des implantations territoriales de la DGFIP a disparu. Derrière ces choix, il y a une vision que nous combattons : celle d'un service public et d'agents public réduit à une dépense publique.

Des recrutements à la hauteur des enjeux et des besoins

La dématérialisation, présentée comme un progrès, est trop souvent utilisée comme un prétexte pour réduire les effectifs et abandonner une partie de la population, avec des usagers perdus face aux outils numériques, des territoires délaissés et des agents sommés de faire toujours plus avec toujours moins.

Des moyens pour les exercer

Les dernières lois de finances et les économies exigées ont conduit à une baisse inédite des moyens alloués à l'exercice des missions entraînant notamment des réductions des déplacements, des limitations de formation, des reports de remplacements de matériels informatiques ou de véhicules.

Il manque chaque année plus de 62 milliards de recettes fiscales depuis 2017 et la lutte contre la fraude, affichée comme une priorité, dans les faits ne dispose pas de moyens suffisants.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

3 / 10 DÉCEMBRE

JE VOTE



financesfo.fr



FIERS DE NOS MISSIONS, EXIGEANTS SUR NOS DROITS !

